

LE MCGILL DAILY français

La mission de McGill:

Une responsabilité à la collectivité?

Eric Abitbol

Dans le cadre d'une première visite de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science Mme Lucienne Robillard à l'Université McGill, une discussion a été entamée sur l'implication des objectifs du rapport du groupe de travail sur les priorités.

Le principal Johnston affirme qu'« il s'agit d'une occasion unique de lui montrer des exemples concrets des enseignements et des recherches qui se déroulent à McGill et dont nous sommes fiers, de lui montrer l'envergure internationale de notre mission et notre engagement envers la collectivité ».

Le groupe de travail sur les priorités, créé au printemps de 1989, se compose d'étudiants et de membres du personnel enseignant et administratif. Il avait comme but de se pencher sur la mission de McGill, de déterminer un ordre de priorité et de veiller à ce que les décisions prises au sujet du budget d'exploitation et d'investissement cadrent avec les priorités de l'Université afin d'assurer un suivi.

Le rapport se divise en deux parties. La première, intitulée « le contexte », explique que « les changements sociaux et économique, les influences politiques, les tendances internationales et les changements technologiques » vont être considérés plus amplement dans les délibérations qui vont suivre au sujet de l'avenir de l'Université.

La deuxième partie du rapport,

intitulée « grandes questions » donne des recommandations détaillées à l'Université McGill concernant entre autres les programmes de premier cycle, la taille de l'Université, le transfert de technologies, les politiques en matière de personnel et, bien entendu, le financement privé.

Dans l'énoncé de sa mission, l'Université reconnaît implicitement qu'elle n'est pas, et ne deviendra pas « tout pour tous ». Le rapport précise que l'Université doit « réduire légèrement ses effectifs étudiants à temps plein tout en accroissant la proportion d'étudiants du deuxième et troisième cycle et en diminuant la proportion d'étudiants du premier cycle. »

Au sujet de cela, le professeur d'économie Tom Naylor affirme que « le rapport déploie un mépris outrageux de la fonction primaire d'une université. »

Les recommandations adoptées vont avoir comme effet la réduction du nombre d'étudiants au premier cycle, déjà menacé par le dégel des frais de scolarité qui a débuté en septembre 1990.

Le rapport précise ensuite que l'Université « assume des responsabilités permettant d'obtenir l'infrastructure nécessaire au déroulement des recherches (des étudiants des deuxième et troisième cycle ainsi que des professeurs) » et qu'elle « prenne des mesures incitant les chercheurs à obtenir des fonds de sources extérieures pour financer les activités de recher-

ches. »

Il va donc y avoir un lien plus institutionnalisé entre l'Université, et le secteur corporatif. L'Université entend faire augmenter le financement privé de \$20 à \$40 millions pendant la prochaine année.

L'Université a aussi établi comme priorité le développement du caractère collégial de la direction et de l'administration de McGill. L'étude sur les universités canadiennes que vient de terminer le docteur Cynthia Hardy de la faculté de gestion indique que McGill est, parmi toutes les universités analysées, celle qui affiche la plus solide tradition de collégialité.

Pourtant, face à la fermeture de leur faculté, les étudiants en médecine dentaire à McGill accusent l'administration d'être « non-collégiale et injuste », dans leurs efforts qui visent à fermer cette faculté.

Malgré le fait que la place de cette faculté dans l'Université soit en question depuis une dizaine d'années, une personne en charge des relations publiques de l'Université a affirmé qu'il existe un lien réel entre les suggestions du rapport et la situation actuelle de la faculté.

« Le lien est la mission (de l'Université), qui est l'enseignement à la recherche. L'un renforce l'autre, » a-t-elle dit.

Il semble donc que les facultés qui ne font pas cet enseignement à la recherche vont souffrir.

Pour une solidarité continue contre l'apartheid

Paul Batik

Le vice-président de l'ANC, Walter Sisulu, et la présidente de la Fédération des femmes sud-africaines, Albertina Sisulu, ont appelé les étudiants canadiens à ne pas relâcher leur soutien dans la lutte contre l'apartheid.

C'est dans un auditorium comble, lors d'une conférence donnée à l'Université Concordia dimanche dernier, que les leaders se sont efforcés de clarifier les événements récents en Afrique du Sud. Ils ont demandé à la communauté internationale de continuer leur appui à la cause anti-apartheid jusqu'à l'établissement effectif d'une démocratie multi-raciale.

M. Sisulu s'est efforcé d'emblée de dissiper la conception selon laquelle la bataille pour l'abolition de l'apartheid est déjà gagnée. Le gouvernement et l'opposition ne sont pas encore arrivés à un accord. « Les négociations n'ont pas encore commencé, seules ont eu lieu des discussions à propos de discussions » affirme-t-il au début de son discours.

Le principal obstacle à un véritable dialogue est la violence, ubiquité à travers le pays, rendant précaires tout rassemblement politique. L'ANC, bien que légale depuis deux ans, voit son activité sévèrement limitée par le chaos et les bains de sangs dans la société civile.

La violence, présentée longtemps comme le seul fait de querelles de « noirs contre noirs » - Zoulou contre Xhosa ou Inkatha contre ANC - a été démythifiée avec le scandale de l'Inkathagate.

M. Sisulu a rappelé que non seulement la nommée « Troisième Force », qui est composée d'éléments de l'extrême droite, de policiers et de soldats a été l'une des principales instigatrices des affrontements, mais l'affaire de l'Inkathagate a révélé aux yeux du monde que le gouvernement DeKlerk finançait les guerriers d'Inkatha. Les vraies racines de la violence se trouvent donc dans le système répressif de l'apartheid, indissociable des institutions gouvernantes actuelles.

La signature récente d'un accord de paix entre les différents partis, l'ANC, le congrès Pan-Africain, l'OUA, l'Inkatha et le gouvernement, est une tentative de résoudre le problème de la violence. Il s'agit cependant de relativiser cet acquis : Mme Sisulu, après avoir évoqué de manière poignante l'oppression des enfants privés de maisons et de parents,

ainsi que la pénurie des écoles, raconte que plus de 5000 guerriers Zoulous ont dansé en dehors des bâtiments et ont assassiné plusieurs personnes le soir même où l'accord fut signé.

L'espoir d'une accalmie qui permettrait la création d'un front patriotique dans le courant du mois prochain existe néanmoins. Cette coalition rassemblera tous les mouvements de libération ainsi que les démocrates du pays pour former un congrès de tous les partis. Celui-ci aurait comme rôle la rédaction d'une nouvelle constitution pour une démocratie non raciale et établirait un gouvernement intérimaire intégrant les différentes forces politiques.

Le gouvernement actuel, ayant perdu sa légitimité et n'ayant plus la confiance de la majorité du peuple après l'Inkathagate, devrait être remplacé par ce gouvernement intérimaire, plus ferme ainsi que neutre, pour la durée de la période de transition.

Dans une deuxième partie de la conférence, Victor Moshe, chef de la branche canadienne de l'ANC, a discuté du problème de la pleine participation des femmes dans la société politique sud-africaine. Un débat a suivi sur l'accession des femmes aux positions de pouvoir au sein de l'ANC.

Avant la session de questions en clôture, M. Moshe a encore appelé les étudiants et la communauté québécoise à ne pas relâcher leurs pressions sur le gouvernement canadien pour la continuation des sanctions et pour une politique anti-apartheid.

Un étudiant de McGill a plus tard déploré, lors de la séance ouverte, le récent débat dans le SSMU à propos d'un éventuel changement des statuts de l'association étudiante et de l'abandon proposé de sa clause contre l'apartheid.

À l'intérieur

page 2

Corruption, Centres de placement et Bière

page 3

Science et Economie

pages 4 et 5: culture

Don Juan, Illustrations, Peinture, Omnibus et Salut! Shalom!

page 8

Haïti



McGill: Pas pour tout le monde

PHOTO ARCHIVES DAILY

Le fédéral se retire des centres de placements

Alan Bowman

Le gouvernement fédéral a annoncé récemment qu'il se retirera complètement du financement des Centres de placement universitaires d'ici trois ans. Cette décision, si elle n'entraînera pas nécessairement la fermeture de ces centres, pourrait amener d'importantes réductions de service ou des frais supplémentaires pour les étudiants.

Toutes les universités du Québec seront touchées, sauf celles du réseau de l'Université du Québec, qui administre son propre service de placement depuis 1986.

A McGill, M. Marcel Lamou-

reux, directeur du centre de placement, affirme qu'il y a « plusieurs alternatives » à l'étude pour pallier au retrait du fédéral. Il soutient également que « le gouvernement ne veut pas voir le service disparaître ». C'est la raison pour laquelle le retrait sera étalé sur une période de trois ans. On veut également faciliter la transition vers d'autres sources de financement.

Ainsi, le gouvernement devra financer le programme à 75 p. cent l'an prochain, 50 et 25 p. cent les deux années suivantes avant de se retirer complètement.

Présentement, neuf employés travaillent au Centre de placement

de McGill. Le gouvernement paie le salaire de sept d'entre eux, alors que McGill est responsable des deux autres.

Il reste à voir si les budgets des services aux étudiants de McGill permettront de maintenir les services à leur niveau actuel. Les négociations à ce sujet devraient débuter d'ici trois semaines avec le doyen responsable des services aux étudiants.

M. Lamoureux affirme que les employés fédéraux dont les postes seront coupés pourront être reclassés ailleurs dans la fonction publique. Il ne devrait donc pas y avoir de perte d'emploi.

Rappelons qu'à McGill, les services aux étudiants sont en partie financés par les étudiants (un montant spécifiquement consacré à cette fin est ajouté aux frais de scolarité). Il n'est donc pas impossible que ce « désengagement » d'Ottawa soit, du moins partiellement, compensé en allant puiser directement dans les poches des étudiants.

A l'UQAM, auto-financement depuis 1986

Cette seconde partie est tirée d'un article de Karim Benessaïeh, du journal Montréal-Campus, de l'UQAM. Cet article a été obtenu par l'entremise de la Presse étudiante du Québec (PEQ).

ce dossier. Mais les revendications ne cessent pas pour autant. Les oreilles uqamiennes se dressent quand on entend parler de retrait progressif. Pierre Gladu explique: « Dans les trois prochaines années, les subventions seront réduites de 50%, puis de 25%, et enfin rien du tout. Comme nous demandons \$300 000 annuellement au gouverne-

D'importantes réductions de services...ou des frais supplémentaires

Depuis 1976, date à laquelle le gouvernement péquiste a pris la relève, le fédéral ne finance plus les Centres de placement des Universités du Québec (UQAM, UQAC, etc...). En 1986, les libéraux de Bourassa ont décidé à leur tour de retirer leurs deniers de ce secteur, laissant ces centres sans aucune source de financement extérieur.

« Depuis, l'UQAM n'a cessé de protester... », affirme Pierre Gladu, directeur par intérim des services communautaires. L'enjeu est en effet considérable. Le Centre de placement uqamien emploie une dizaine d'employés, une masse salariale d'environ \$300 000 par année. « Encore s'agit-il d'une estimation très conservatrice », précise M. Gladu. Ce fardeau, l'UQAM est seule à l'assumer.

L'UQAM suit le désengagement fédéral avec flegme, n'ayant de toute façon plus rien à perdre dans

ment, cette baisse progressive nous rapporterait \$225 000. Il n'est donc pas question de baisser les bras. » Bref, tant qu'il y a de la vie, il y a de l'espoir.

De façon un peu cynique, le gouvernement fédéral a fini par répondre aux exigences de l'UQAM. Dans une lettre exemplaire de l'acronyme bureaucratique, il annonçait en effet que « les étudiants de l'UQAM auraient droit à des services ». Pour en profiter, ils n'auront qu'à se rendre dans les Centres d'emploi existants, où ils pourront consulter les banques de données que l'on mettra gracieusement à leur usage! Décidément, le déficit a le dos large. Et un sens de l'humour inégalable.

Commentaire

Corruption en politique: manque de feedback traditionnel

Régulièrement, nos quotidiens et nos hebdomadaires titrent à la une: « Le parlementaire X est accusé de détournement de fonds », ou bien « Le maire de la ville Y est soupçonné d'avoir reçu des dessous de table ».

En effet, la plupart des affaires de corruption présentent la même logique: pots-de-vin en échange de l'attribution de contrats de construction, de rénovation, de renouvellement des équipements de bureau; contribution « volontaire » pour une campagne électorale en échange d'autorisation de construire ou de détruire; avantage matériel afin que les autorités politiques ferment les yeux sur le non-respect des normes de sécurité ou de pollution.

En bref, la corruption politique est toujours la concession d'avantages, en nature ou en espèces, en contre-partie de la complaisance des autorités compétentes, et ce, à l'encontre de l'intérêt du contribuable et du citoyen.

Au premier abord, le citoyen peut se sentir impuissant devant un tel phénomène, car quel est son poids politique relatif hors des périodes électorales? Parallèlement, celui-ci constate amèrement que ce n'est qu'une fois les délits commis que la justice prend en charge l'affaire. Ainsi, c'est avec un brin de fatalisme, car la corruption éblouit tous les partis politiques sans distinction, et de cynisme, car tous les candidats assurent que leur mandat se déroulera sous la bannière de la probité, que le citoyen ironise sur l'issue éventuelle de la procédure judiciaire: acquittement, amende ridicule, peine minimale.

Le côté pervers de cet état de fait et d'esprit est qu'à long terme le monde politique est discrédité dans son ensemble, tant au niveau des hommes que des institutions. De plus, cette tendance risque de conforter le sentiment chez les citoyens qu'il existe une justice à deux vitesses: l'une destinée au citoyen où la rigueur et l'impartialité est de rè-

gle; l'autre réservée à une fraction de privilégiés qui, grâce à ces amitiés politiques ou à l'ampleur de l'implication d'un grand nombre de personnalités, s'en sort presque indemne.

En fait, la corruption émane du manque de contrôle administratif, judiciaire ou public sur les décisions individuelles d'un maire, un député ou tout autre fonctionnaire. L'échec en un sens des procédures judiciaires est de guérir au lieu de prévenir. Nous voyons ainsi les limites du feedback en tant que système de régulation, de prévention même. Alors se pose le problème du contrôle préventif, ou « feedforward ». La solution doit éviter de créer un système digne de Orwell et Kafka où la moindre transaction ou prise de décision sont traitées par une armée de bureaucraties.

Sous l'Ancien Régime, Louis XIV voulant asseoir son absolutisme sur la centralisation de l'Etat avait tout simplement interdit aux fonctionnaires royaux de manipuler les deniers publics sans justification préalable ainsi que sans la surveillance d'un Intendant de Région. Sage décision pour l'époque qui s'accorde mal aujourd'hui avec le fonctionnement et les exigences d'efficacité de notre société.

Cependant, la structure à retenir de l'exemple ci-dessus est celle qui dissocie le pouvoir décisionnel de l'accès aux comptes bancaires ou aux ressources financières. Ainsi des Cours des Comptes indépendantes assisteront en permanence le pouvoir décisionnel en tant que membres consultatifs, c'est-à-dire qu'elles surveilleront la gestion et la répartition des fonds publics. De plus, elles se chargeront d'évaluer tous les projets d'aménagement urbain et soumettront leurs conclusions au pouvoir décisionnel. Parallèlement, tous les six mois un rapport d'activités ainsi qu'un bilan financier seront rendus publics.

Certes il ne s'agit pas de limiter

l'exercice du pouvoir mais plutôt d'éviter en définitive des gouffres financiers. Il ne s'agit pas non plus de partir en croisade contre la corruption et jurer que le combat ne cessera qu'avec son éradication complète; fin en soi qui semble bien improbable à réaliser.

En somme, l'un des moyens de réduire l'ampleur de la corruption est de revivifier la notion, chère au régime libéral-pluraliste, de responsabilité civile des élus, c'est-à-dire l'obligation de répondre de leurs actes en cours d'exercice devant les administrés.

Michel Grynberg



Ecrire la science en français : mais pour qui?

Le Comité pour le français dans l'information scientifique et technique (COFIST) a rendu public la semaine dernière un rapport rempli de qualités. Malheureusement, le document, comme les rapports de cette nature, va probablement finir sur une tablette.

Le COFIST devait faire le point sur la place (navrante) du français dans l'information scientifique et technique et soumettre des recommandations concrètes aux ministères concernés.

Ce rapport, qui privilégie une approche différente des précédents, analyse entre autres la situation linguistique des sciences pures, appliquées et de la santé d'une part et des sciences humaines d'autre part. La langue utilisée dans le premier cas n'est qu'une sous-langue (du français aussi bien que l'anglais), alors que les sciences humaines tirent du vocabulaire de la langue française toutes les nuances appropriées.

L'anglais est consacré à juste titre langue officielle de publications qui présentent des résultats de recherches et dont le contenu ne s'adressent qu'à un nombre restreint de chercheurs. En effet, ces résultats sont trop importants pour rester incompris des spécialistes du même champ de recherche. Le rapport fait à ce sujet un plaidoyer important en faveur de la liberté de recherche.

La consultation qu'a menée le COFIST auprès des scientifiques québécois (les francophones des universités anglophones étaient malheureusement absents de ces consultations de même que du processus de recommandations) donne à ce rapport un aspect moins bureaucratique et rend les recommandations plus incitatives que coercitives.

Cependant, on peut se demander de quel œil le gouvernement libéral, en pleine politique de coupe à blanc dans le « superflu », verra la bonne part des 38 recommandations qui invitent les ministères à dépenser de l'argent « neuf ».

Plusieurs recommandations sont tellement dénuées de moyens d'action efficaces que leur succès est douteux. Ainsi on demande au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science (MESS) de sensibiliser les recteurs d'universités à la place du français dans l'information scientifique ou encore on incite les médias électroniques à faire une plus grande place à la science.

Pour que cette dernière recommandation ait la moindre chance d'être appliquée, il faut un auditoire, un intérêt pour l'information scientifique. Or ce rapport tombe bien mal. La

section « sciences et techniques » de La Presse, un cahier complet les dimanches deux ou trois ans auparavant, vient d'être reléguée à la seule page B8. De même, l'émission à « caractère scientifique » *Découverte* de Radio-Canada a présenté dimanche dernier la deuxième reprise d'un reportage sur la mise en situation d'urgence des policiers.

Le COFIST porte aux nues des revues de vulgarisation scientifique québécoise telles que *Interface* et *Québec-Science* qui ont pourtant un tirage inférieur au *McGill Daily* en se basant sur le fait que 40 p.cent des personnes interrogées lors d'un sondage effectué l'an dernier aimeraient avoir plus d'information scientifique. Félix Maltais, directeur de l'Agence Science-Press, croit pourtant que « si tout le monde est pour la vertu, sur le terrain, l'intérêt pour ce type d'information diminue. »

De la même manière que le manque de public fait diminuer la place des informations scientifiques dans les médias, le manque de pressions sociales entraîne l'inertie des gouvernements. La population supporte l'usage accru du français au Québec. Elle se battra pour des causes dont elle peut voir les résultats.

La visibilité d'une annonce du MESS, selon laquelle le ministère procéderait à « l'inventaire des revues de synthèse en fonction de critères de qualité et en vue de leur indexation ultérieure dans des banques de données » est pratiquement nulle.

Un tel impact n'est pas pour faire sortir Lucienne Robillard, titulaire du MESS, de sa torpeur, elle qui a décliné les nombreuses invitations de la revue *Interface* à commenter un dossier aussi important que les conséquences de l'indépendance sur la recherche scientifique au Québec.

Le titulaire du ministère de l'Industrie et de la Technologie, Gérald Tremblay, est aussi le ministre qui défend la recherche au Québec sur la place publique. Qu'il le fasse dans un but économique, c'est déjà bien. Mais une préoccupation à long terme comme garder le vocabulaire français à jour pour décrire les progrès de la science est tout sauf électoraliste.

Ce rapport se retrouvera donc en bonne compagnie sur les tablettes encombrées du parlement.

Nicolas Desaulniers-Soucy

Les Rendez-vous économiques 1991 :

La concertation économique à la québécoise

La semaine dernière, on a pu voir un bel exemple de ce que notre « société distincte » est capable d'accomplir au niveau économique.

Alors que le gouvernement fédéral en est aux couteaux tirés avec ses fonctionnaires et que le conflit aux postes est loin d'être réglé, le Québec est à adopter une stratégie fort différente : on mise désormais sur la coopération.

Déjà, au printemps dernier, le gouvernement québécois avait réussi à convaincre ses fonctionnaires d'accepter des conditions salariales très difficiles. Les syndicats avaient compris la position budgétaire précaire du gouvernement et accepté de se serrer un peu la ceinture jusqu'à la fin de la récession. On voyait apparaître un certain esprit de coopération.

Les *Rendez-vous économiques 1991* réunissaient la semaine dernière ce que la plupart des observateurs ont choisi d'appeler les « décideurs » économiques québécois : les patrons, les syndicats, les universitaires et chercheurs, les coopératives, les entreprises, le forum pour l'emploi, le Conseil permanent de la jeunesse et le gouvernement.

Toutes ces personnes ont répondu de façon très positive à l'appel du ministre de l'Industrie,

du Commerce et de la Technologie, Gérald Tremblay. Le gouvernement semble avoir décidé de faire appel à une idée qui avait été mise de l'avant pour la première fois par le Parti Québécois lorsque ce dernier était au pouvoir : la concertation économique.

C'est une idée simple. Michel Lefebvre écrivait récemment dans le *Devoir* que le gouvernement semble développer une « vision stratégique globale (...) de la nouvelle structure industrielle et technologique du Québec », et que pour réussir à la mettre en place, il fallait arriver à une « valorisation de l'intérêt commun au détriment de l'individualisme. »

On est loin de la vision très libérale (dans le mauvais sens du terme) de l'économie qu'avait le gouvernement Bourassa à son arrivée au pouvoir, quand il avait démantelé les structures de concertation que le PQ avait commencé à établir.

Mais peu importe ce qui a pu faire changer le gouvernement d'idée au sujet de la concertation, il semble maintenant vouloir s'y engager de pied ferme. A voir les résultats de l'expérience de la semaine dernière, il réalisera sans aucun doute que c'est la voie qu'il lui faut actuellement maintenir.

•Des résultats fort impressionnants

Voir Gérald Larose, président de la CSN, et Ghislain Dufour, président du Conseil du Patronat, mettre leurs différences de côté et essayer ensemble de trouver des solutions aux problèmes du Québec, nous indique déjà que la concertation peut amener les gens à concilier leurs visions et à réaliser que la collaboration est plus souhaitable que la compétition.

De nombreuses idées originales ont été mises de l'avant par les participants à ces *Rendez-vous économiques*. Par exemple, le Conseil du patronat du Québec a proposé la mise sur pied d'un régime d'épargne-rénovation-construction domiciliaire, la FTQ a proposé l'idée d'un fonds de décontamination des terrains industriels et l'Association des manufacturiers du Québec, un programme de modernisation des usines à financement tripartite (entreprises, employés et gouvernement).

Quarante-huit de ces projets ont été retenus à l'unanimité par les participants en vue d'un examen plus approfondi.

Etant donné la crise économique actuelle, la situation précaire de l'emploi et le fait que le Québec ait souvent misé auparavant sur des grands projets pour assurer son

développement, il n'est pas étonnant que tous se soient rapidement mis d'accord pour exercer des pressions pour la réalisation des grands projets de l'heure tels Soligaz, Grande-Baleine et le TGV Québec-Windsor.

Cette unanimité sur les grands projets montre cependant une des principales lacunes de cet exercice de concertation. En effet, aucun des grands « décideurs » présent au forum ne s'est soulevé contre le projet Grande-Baleine, alors qu'une partie de la population du Québec s'y oppose. Le sommet aurait donc pu être plus représentatif.

Mais ce n'est pas au niveau des grands projets que la voix des participants s'est faite la plus forte; c'est pour dénoncer le haut cours du dollar canadien. Il semble que le Québec économique entier veuille un dollar à 80 cents US.

•Société distincte, vision économique distincte

Cet exercice économique et social de concertation, qu'on n'avait pas vu au Québec depuis des années, montre qu'on peut encore aller chercher quelque chose de très fort dans une culture économique québécoise très distincte. On retrouve au Québec un certain esprit, une certaine vision collective, ce que certains appellent « un pro-

jet de société ».

Même le très sérieux magazine *The Economist*, dans son numéro du 29 juin dernier, qui consacrait une section entière à un portrait économique et politique du Canada, estimait que le Québec avait prouvé par le passé, qu'il avait une vision de l'économie très différente de celle du reste du Canada.

Le Québec s'est donné les outils économiques collectifs nécessaires pour assurer son développement. En utilisant, par exemple, la Caisse de dépôt et de placement ou en donnant au Mouvement Desjardins toute la latitude législative qu'il lui fallait pour s'épanouir au maximum, le Québec a depuis une trentaine d'années fait preuve d'initiative.

Le gouvernement Bourassa doit continuer dans la voie de la concertation. C'est un élément-clé de notre culture économique distincte. Il a fait ses preuves. La réunion de la semaine dernière prouve qu'il n'a pas perdu de son potentiel. La crise économique aura au moins eu cela de bon qu'elle nous a permis de ressusciter une façon tout à fait « distincte » (en Amérique du Nord, du moins), de voir l'économie.

Alan Bowman

Le McGill Daily Français encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source. (Sauf dans le cas d'articles et d'illustrations dont les droits avaient auparavant été réservés -incluant les articles de CUP et de la PEO). Les opinions exprimées dans ces pages ne reflètent pas nécessairement celles de l'Université McGill. L'équipe du Daily n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans ce journal. Imprimé par David Martin Development Inc. Le Daily est un membre fondateur de la Canadian University Press -CUP- de la Presse étudiante du Québec -PEQ- de Publi-Peq et de CampusPlus.

Le McGill Daily français
rédaction en chef: Anick Goulet
rédaction nouvelles: Eric Abitbol
rédaction culture: Josée Bellemare

Le McGill Daily
coordination: Alex Roslin
coordination nouvelles: -
rédaction nouvelles: Peter Clibbon, Robin LeBaron
coordination artistique: -
coordination photo: Katerina Cizek
rédaction culturelle: -
rédaction scientifique: -

bureau de la rédaction: 3480 McTavish, suite B-03, Montréal, Québec H3A 1X9 tél.: (514) 398-6784
bureau de publicité: 3480 McTavish, suite B-17, Montréal, Québec H3A 1X9, tél.: (514) 398-6790
no de fax du Daily: 398-8318

collaboration

gérance: Marian Schrier, Jo-Ann Pickel
tél.: (514) 398-6790
publicité: Boris Shedov, Olga Kontozissi
tél.: (514) 398-6791
photocomposition, publicité: Rob Costain

Benoit LeBlanc
Philippe Axelsen
Mylène Beaulieu
Judith Cotton-Montpetit
Nathalie Saint-Jean
Nicolas Desaulniers-Soucy
Benoit Beauchemin

Patrice Nadeau
Adam Mizera
Marie-Violaine Boucher
Elizabeth Patterson
Christine Archambault
Alan Bowman

Don Juan a perdu la guerre



théâtre

Benoît LeBlanc

À la salle Fred-Barry jusqu'au 12 octobre, la NCT présente *Don Juan revient de guerre*,

pièce d'Odön von Horváth, produite par le Théâtre de la Récidive, dans une mise en scène de Jean-Claude Côté.

Malgré une récession qui s'étire et incite au conservatisme, la Nouvelle compagnie théâtrale a décidé de rompre avec toute règle établie. Elle ouvre sa saison avec *Don Juan revient de guerre*, une production du Théâtre de la Récidive, troupe toute récente formée d'anciens et d'actuels étudiants au baccalauréat en art dramatique de l'UQAM. Risque énorme? Risque trop bien calculé!

Jean-Claude Côté profite d'une pièce autrichienne de 1935 pour raviver le mythe de Don Juan, adopter une esthétique expressionniste, et monter un spectacle où théâtre côtoie cinéma, danse, mime et opéra. Le *Don Juan* d'Odön von Horváth en ressort terriblement actuel.

Ce projet a été choisi parmi 40 soumissions. Le travail original de Jean-Claude Côté, metteur en scène et directeur de la compagnie théâtrale, ainsi que l'enthousiasme et le talent des comédiens et comédiennes ont sûrement facilité la tâche des gens de la NCT; surtout s'ils ont eu la chance d'assister aux représentations précédentes au Studio-théâtre Alfred-Laliberté de l'UQAM et à la Maison de la culture Frontenac, dans le cadre du Festival québécois de théâtre universitaire en avril dernier.

Don Juan revient de guerre, c'est l'histoire d'une conversion renversée et anéantie

par le destin. Don Juan arrive changé du front. Il veut recommencer à neuf, vivre paisiblement aux côtés de sa fiancée, mais le pauvre type se heurte au silence de cette dernière et aux nouvelles mœurs féminines. Les femmes ont profité de l'absence des hommes pour s'affirmer et s'imposer. Ce chambardement va empêcher notre Don Juan bien intentionné de réaliser son désir de s'affranchir. Il a fait mourir sa fiancée, il doit donc payer.

« Pour moi, le *Don Juan* d'Horváth, c'est un homme qui ne voit pas le monde changer autour de lui et n'arrive pas à s'adapter. Il s'accroche à son pouvoir de séduction comme à une béquille. C'est un être faible, vulnérable, qui a besoin de sentir la vie et ne possède qu'une seule force, son charme. Découragé, il va réagir comme un alcoolique devant une bouteille pleine. », confirme George Krump, le jeune comédien de 26 ans et interprète de

Don Juan.

Effectivement, les conquêtes féminines ne lui procurent aucun plaisir, aucune satisfaction. Tout au long de la pièce, Don Juan vit un drame teinté d'irréalisme, où la fatalité, ici le joug inaltérable des femmes, le pourchasse. L'esthétique expressionniste était donc de mise.

« Motivé par l'époque et la nature des personnages, le choix de l'expressionnisme nous a permis d'exprimer parfaitement le tourment intérieur vécu par Don Juan. C'est un personnage prisonnier d'une situation, d'un état. Il est persécuté par lui-même, son milieu, il est pourchassé, hanté par des fantômes. C'est pourquoi il se retourne sans cesse avec un regard inquiet. », explique George Krump.

Le style de mise en scène pratiqué par Jean-Claude Côté joue certainement pour

beaucoup. « Jean-Claude adore travailler sur le côté corporel du jeu, il insiste beaucoup sur l'aspect extérieur du personnage. D'ailleurs, entre la version de Frontenac et celle de Fred-Barry, une personne s'est adjointe à l'équipe pour la direction d'acteurs. Suzanne Beaudry a aidé à combler certains vides, à peaufiner l'intériorité des personnages, ce qu'on a peu la chance de faire dans une production étudiante qui se déroule en un très court laps de temps. »

De plus, avec 23 tableaux, un comédien, six comédiennes, deux chanteurs et 38 rôles (35 de femmes), inutile de préciser que malgré la gravité du *Don Juan*, on assiste à un deux heures de théâtre bien rythmé. La projection de *Charlot à la guerre* au tout début de la pièce, l'éclairage sombre et le florilège impressionnant de manteaux masculins qui se dresse à l'arrière de la scène, réussissent à projeter le spectateur dans l'ambiance du drame. À ce niveau, la scénographie s'avère très ingénieuse.

Fait à noter, quelques comédiens méritent de grandes félicitations. Sans l'ombre d'un doute, George Krump s'affirme comme l'un des meilleurs comédiens de sa génération et mériterait une visibilité accrue sur une grande scène montréalaise. Liette Fortin impressionne par sa facilité à changer de peau et Isabelle Ouelette joue déjà telle une professionnelle. Mais la compagnie au grand complet, fondée cet été, réalise un exploit de taille en proposant sciemment une pièce aussi riche et difficile.

Le Théâtre de la Récidive est promis à une longue et prometteuse carrière si le ciel ne leur tombe pas sur la tête comme c'est arrivé à l'auteur de *Don Juan revient de guerre*, Odön von Horváth, mort en plein Champs-Élysées d'un arbre reçu en plein front.



Don Juan allas George Krump

ROBERT MARCHAND

Le maître de musique



théâtre

Judith Cotton-Montpetit

La troupe Omnibus entame le deuxième volet des *Quatres Jeux de*

Musique-Théâtre sur une note plus classique que la première série consacrée à une musique plus contemporaine. Présentées jusqu'au 29 septembre à l'Espace Libre, *Ni terrible ni simple* et *La flèche et le cœur* nous transportent à la fois dans un monde de rigueur et de discipline.

Vous l'aurez certainement remarqué, la

musique est le seul art dont on se sert pour rehausser l'accent dramatique des autres formes d'art. On utilise ses charmes les plus subtils pour servir une bonne dose d'émotion au spectateur naïf. Omnibus et quelques musiciens passionnés ont ainsi décidé de donner une place de choix à la musique.

Si la première partie de ces *Quatres Jeux* choisissait de mettre en valeur la musique actuelle et électro-acoustique, l'accent est cette fois mis sur la musique baroque et médiévale.

L'amour du virtuose pour son œuvre est un sujet plus qu'exploité autant dans la littérature que dans la peinture. C'est de cette passion pour la musique dont parle *Ni terri-*

ble ni simple. Catherine Perrin y donne une prestation sublime et colorée. Son « instrument », le clavecin, à la fois féroce, agressif et séduisant, met dans tout ses états la musicienne docile.

Catherine Perrin joue du clavecin comme on dit bonjour et l'aisance dramatique qu'elle montre séduit le spectateur dès le premier abord. Le travail conjoint de Catherine Perrin et de Jean Asselin donne vraiment un résultat sans précédent que l'on demande à revoir.

La flèche et le cœur de son côté se situe dans la plus pure tradition decrousienne. Étienne Decroux, maître à penser d'Omnibus, est le premier à avoir défini un langage corporel précis. Sans autre support que la musique adaptée par Silvy Grenier, les mimes peignent tour à tour un portrait de la civilisation médiévale.

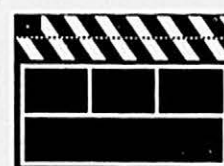
La flèche et le cœur est tirée d'une œuvre plus globale de Robert Claing, *La mort des rois*, d'ailleurs déjà présentée en 1990 par Omnibus. On y raconte la vie d'Aliénor d'Aquitaine (Francine Alepin) et de son fils Jean Sans Terre (Jacques Le Blanc). Les deux comédiens permanents de la troupe sont fidèles à la beauté même de leurs mouvements. Coup réussi.

On se souvient de Silvy Grenier pour avoir conçu et dirigé l'environnement sonore de *Célestine là-bas près des tanneries au bord de la rivière*, la dernière production d'Omnibus. Encore une fois, sa contribution donne à la production une dimension enchanteresse.



ROBERT ETCHIEVERRY

Doub



cinéma

Nathalie St-Jean

Salut! Shalom!
Un film de Garry Beitel, au cinéma Parallèle, 3682 St-Laurent, jusqu'au 29

septembre.

Allez! Allez! Vite! Vous avez encore quelques jours pour voir le splendide documentaire du Montréalais Garry Beitel, *Salut! Shalom!*

Ce film, d'une nature peu prétentieuse, témoigne avec talent des émois et des heurts de deux communautés d'Outremont se côtoyant tous les jours : les francophones et les Juifs hassidiques.

On ne s'en cache pas : plusieurs sont embarrassés par la présence, dans le « quartier élite », de cette société fermée, portant chapeaux et manteaux d'un noir épaïs.

Juif lui-même, mais non pratiquant, Garry Beitel a voulu comprendre l'essence d'un tel malaise. Il a voulu voir comment ces sociétés, toutes deux fières et vulnérables, vivent côte à côte.

Salut! Shalom! exprime donc la crainte qu'ont les francophones outremontais de bientôt ne plus se sentir chez-eux (le taux de natalité des hassidim est à la hausse, les familles comptant en moyenne 9 enfants). Il allègue aussi la présence d'un mur invisible derrière lequel les hassidim vivent, voulant ainsi protéger leurs enfants des « tentations » du monde extérieur.

La griffe québécoise



exposition

Josée Bellemare
La griffe québécoise dans l'illustration du livre pour enfants est présentée à la galerie de l'UQAM, située au 1400 Berri, suite JR 120. L'exposition se termine le 6 octobre; les heures d'ouverture de la galerie sont, tous les jours, de 12h00 à 18h00. Catalogue en vente à 20\$.

L'exposition *la griffe québécoise dans l'illustration du livre pour enfants*, nous entraîne dans deux mondes... l'un très familier et l'autre méconnu. Visiter cette exposition c'est redécouvrir l'univers de l'enfant et, simultanément, découvrir le monde de l'illustration dans le livre.

« Pour que le livre illustré pour enfants atteigne au Québec sa pleine maturité, il faudrait changer d'attitude en tant que lecteurs, parents, libraires, bibliothécaires, imprimeurs, éditeurs... Se plaire, certes, devant les illustrations mais pourquoi pas aussi les regarder? »

(Francine Sarrasin, extrait du catalogue de l'exposition)

Par les techniques utilisées, l'approche créative et les thèmes choisis, les illustrateurs québécois se distinguent et innovent. L'exposition, *la griffe québécoise*, donne l'occasion d'examiner le travail d'environ 35 québécois, magiciens des pages des bambins d'ici.

L'exposition présente les œuvres originales, donc avant l'imprimerie, des illustrations. On y retrouve plusieurs aquarelles, gouaches, dessins à l'encre ou aux crayons de couleur, pastels et quelques huiles sur

toile. Le produit fini, l'illustration dans le livre, est souvent juxtaposé à l'œuvre originale. Cette juxtaposition des deux versions montre tout le travail qu'il y a derrière les illustrations d'un livre.

L'illustration dans le livre pour enfants se définit en relation avec le texte. « Il faut tenter de réhabiliter l'image-illustration qui est, encore de nos jours, trop souvent perçue comme œuvre d'accompagnement... Dans la plupart des cas, nous croyons que l'image n'a pas à servir au texte: ensemble, ils font œuvre commune. » (extrait du catalogue)

Le livre pour enfants a généralement une

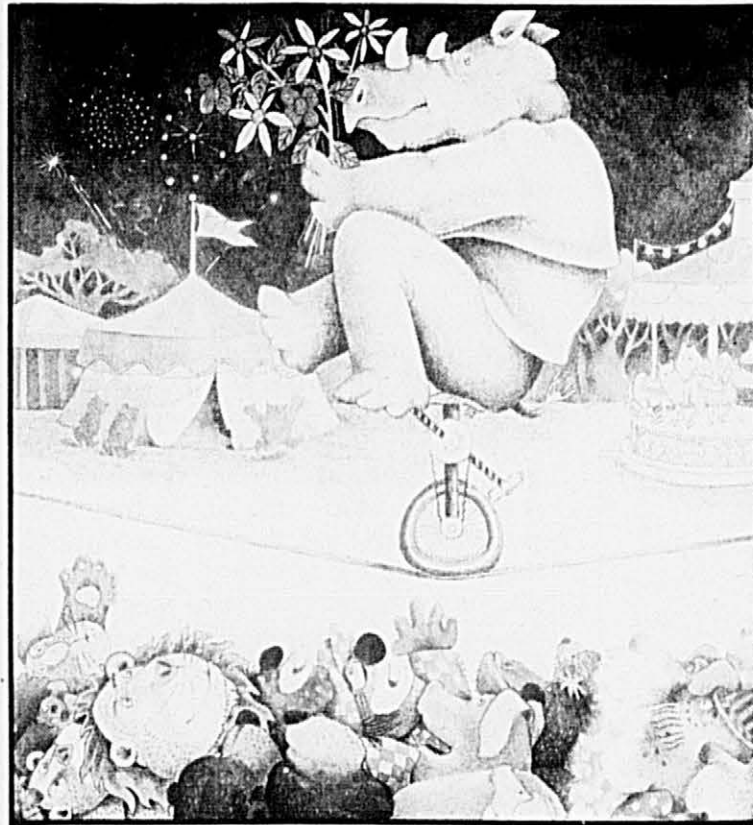
mission éducative. Les illustrations doivent, en plus d'être attrayantes, répondre à cette vocation. Pour se faire, les illustrations se tournent vers les atouts des arts plastiques. Jouer avec les contrastes de couleurs pour faire ressortir des éléments importants, adoucir ou amplifier des formes pour symboliser sont autant de techniques utilisées par les illustrateurs.

Les influences de différents mouvements picturaux se font aussi sentir dans les illustrations des livres pour enfants. Par exemple, l'emprunt des perspectives intrigantes du cubisme éveille sûrement l'imaginaire de

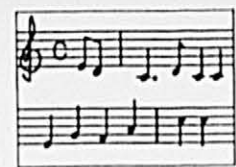
plus d'un enfant.

Les thèmes présentés dans les quelques 70 œuvres de l'expo sont évidemment des thèmes chers à l'enfant. Au cœur des illustrations, les compagnons de jeux, les lieux préférés et les événements marquants de l'enfant nous font de multiples clins d'œil.

Les panneaux didactiques de l'exposition initient les visiteurs au processus d'imprimerie, présentent quelques artistes et leurs techniques de création. En plus des panneaux, l'excellent catalogue de l'exposition, signé Francine Sarrasin, analyse les différentes techniques d'illustration et plusieurs œuvres.



Brève-culture



musique

Judith Cotton-Montpetit

Mardi dernier au Théâtre de la Ville de Longueuil, la voix, la parole et la musique prenaient un café ensemble. Elles se racontaient le Québec. Ce soir-là, un petit bout de ciel français est tombé dans une mer québécoise.

Anne Sylvestre, Marie-Claire Séguin et Geneviève Paris ont donné un spectacle chargé d'émotions. L'émotion de voir Anne Sylvestre, l'émotion des textes, l'émotion de cette réunion unique.

Le spectacle était en effet une première québécoise. Les trois auteures-compositeuses ont déjà présenté ce spectacle à Bar-le-Duc et à Verdun en France, mais l'occasion de les voir ensemble n'avait jamais été donnée au public québécois.

De plus, à cette occasion on se demande pourquoi les théâtres de banlieue au Québec n'ont pas autant de succès que les mêmes théâtres en France. Pourquoi banlieue est-il trop souvent ici synonyme de « quêtaine »? Longueuil fait peut-être ici preuve d'innovation et mérite d'être suivie de près.

ble Outremont

Le contenu du documentaire ainsi posé, il serait facile d'imaginer que le film a des longueurs, des lourdeurs, et que l'auditoire pourrait s'endormir. Pourtant, *Salut! Shalom!*, film rafraîchissant, se laisse voir avec enchantement et nous fait même sourire.

Se succèdent les entrevues cocasses avec des francophones du voisinage, les uns débarrassés de leurs préjugés, les autres toujours troublés par ce quartier en deuil, aux habitants blêmes vêtus de noir et de blanc.

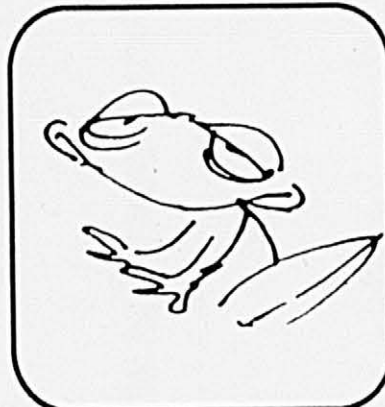
A travers le film, s'intègrent des moments où Beitel est accueilli chez les Hassidim. Participant à certaines fêtes religieuses, recueillant discussions et commentaires, partageant leur quotidien, le cinéaste s'est im-

prégné de leur vie et nous livre ses découvertes.

Comble d'enchantement, s'ajoute la participation d'enfants dont les questionnements sont aussi naturels et spontanés que : « Chés pas pourquoi y ont des boudins... »

Entrevues, observations, commentaires, tout s'emboîte avec brio, au fur et à mesure que les belles prises de vue se multiplient.

Salut! Shalom! fait la lumière sur une communauté que trop peu connaissent. C'est une chance de démystifier certains inconnus et de vivre, pendant quelques temps, le quotidien juif d'Outremont. Non sans réticences, les hassidim ont ouvert une fenêtre... À nous maintenant de les comprendre.



Peinture songée...



exposition

Mylène Beau lieu
Des repères du repos, présenté à l'Atelier Circulaire, 40 rue Molière est, 4e étage, près du métro De Castelnau.

L'abstraction dans les arts visuels provoque parfois des réactions de méfiance et de scepticisme auprès du public. À la vue de certaines œuvres contemporaines, on peut en effet se demander où le talent s'en est allé.

Patricio Pardo nous démontre que le talent « technique » et le message font partie intégrante de son art. Il réconcilie ces deux aspects dans sa présente exposition présentée à l'Atelier Circulaire.

Patricio Pardo, jeune artiste d'origine colombienne, a étudié la gravure à l'UQAM. Son œuvre prend plusieurs formes: la gravure, la peinture et la sculpture. C'est la peinture qui lui procure cependant le plus de satisfaction. Elle demeure sa façon la plus directe de s'exprimer. « En peinture, il n'y a que les sentiments, la couleur et la toile. »

Les tableaux de Pardo ont dernièrement beaucoup évolués. Auparavant, la figure humaine dominait la composition de ses toiles. Ses œuvres récentes se concentrent plutôt à agrandir des détails de la physiologie humaine. Par cette approche « microscopique », le thème de la fécondité fait surface. Une sensualité s'en dégage, mais de façon très peu évidente. Le spectateur est laissé à son rôle d'interprète.

sulte à la page 6



...pardo

suite de la page 5

Patricio Pardo travaille à partir d'assemblages. Les parties du corps s'intègrent dans ses toiles comme les pièces d'un casse-tête.

Le cheminement vers l'abstraction contribue autant à la créativité de l'artiste qu'à l'appréciation du spectateur. En tant que peintre, Patricio Pardo se retrouve devant de nombreuses possibilités artistiques. La représentation pure ne laisse à l'artiste que peu de liberté. Par contre, l'abstraction permet d'exprimer pleinement, et de diverses façons, un thème. Le spectateur, de son côté, devient plus actif dans le processus d'interprétation. Le sens donné à l'oeuvre est donc plus subjectif.

Hormis des huiles, l'exposition nous présente également des gravures de Patricio Pardo. Pour l'artiste, la gravure est très intéressante au niveau de la diffusion et du marché de l'art. Des raisons sentimentales jouent également en faveur de cette forme artistique. En effet, la plaque est conservée pour toujours par l'artiste alors qu'une toile, une fois vendue, est peut-être perdue à jamais.

Les premiers mouvements qui initient l'art de Pardo sont très émotifs et gestuels. Ses oeuvres

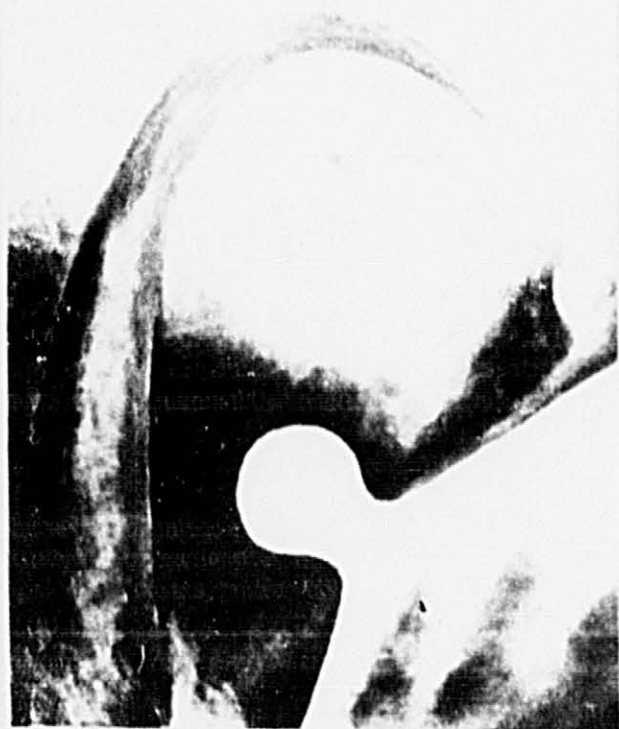
sont toutefois la canalisation plus technique et plus académique de ces émotions originales.

Lorsqu'on demande à Pardo s'il existe des différences entre l'art de son pays d'origine, la Colombie, et l'art produit au Québec, il nous répond que seule la forme change. Celle-ci est influencée par des facteurs comme le climat. Par exemple en Colombie, le soleil est plus fort. Par conséquent, les couleurs et les ombres sont plus accentuées. Les problèmes sociaux de même que les guerres viennent également jouer un rôle au niveau de la conception des oeuvres.

Mais, selon Pardo, l'étendue internationale des médias uniformise la direction que prend l'art.

Egalement à l'exposition, on retrouve des oeuvres du peintre Marcel Morin. Né en Saskatchewan, l'artiste possède un baccalauréat en arts plastiques et un autre en théologie. Sa formation l'amène à produire des tableaux fort intéressants. Les thèmes puisent dans la religion, mais abordent des situations beaucoup plus vastes. Le tout est exprimé de façon très contemporaine.

PATRICIO PARDO



Une oeuvre de Pardo

Divine Guinness

Natasha Blanchet-Cohen

Sept millions de verres de Guinness sont servis quotidiennement à ses amateurs répandus à travers le monde. Arthur Guinness, qui en 1759 proposa cette bière unique, savait-il que plus de deux siècles plus tard son nom symboliserait l'Irlande au même titre que le trèfle, Parnell ou Joyce? Se tremper les lèvres dans l'écume somptueuse de cette boisson d'une couleur tourbe et d'avalier ce liquide amer est devenu acte béni. Cela, encore plus dans le pays d'origine, où la Guinness fait presque l'objet d'un culte.

Le premier devoir d'un Irlandais est d'assister à la messe dominicale — d'ailleurs, il est connu que l'Irlande est le pays chouchouté par le pape, où la présence aux services du dimanche atteint 90%. Le deuxième est de prendre, sans faute, sa « pint ». Les 10 000 pubs que possèdent l'Irlande sont loin d'être en faillite, car les citoyens fréquentent assidûment ce lieu de dévotion. Pour une surface qui fait le quart de la Grande-Bretagne, cette profusion de pubs n'est pas négligeable! En d'autres mots, il existe

un pub pour chaque 350 citoyens incluant tous ceux qui ne sont pas en âge de boire. L'idée d'une « descente » est en effet chose inédite en Irlande.

Avec une bonne Guinness dans la main : on écoute la musique, commente les derniers ragots, soigne les dernières peines, oublie le temps maussade et l'accueil austère de l'extérieur. On pourrait croire, si la Guinness remplit toutes ses fonctions et si on croit le dicton selon lequel les Irlandais absorbent autant de bière que la terre de l'île absorbe la pluie, que l'alcoolisme serait là un problème criant. Or, par rapport à d'autres pays occidentaux, l'Irlande n'emporte pas la palme du plus haut taux d'alcoolisme. Il n'en reste pas moins que, dans les pubs sombres, les mordus de la Guinness, joues flamboyantes, bout du nez rouge et ventre protubérant, ont aussi leur place.

La Guinness ne porte pas son nom de divine pour rien : le lendemain d'une brosse, on ne se lève jamais avec un mal de tête ni un mal de coeur. Les Irlandais prétendent que cela s'explique par la préparation de la Guinness, une recette supérieure à toutes les autres bois-

sons de la même famille. Effectivement, cela tient peut-être à la fabrication toute particulière de la bière, tel que d'accorder seulement trois semaines à la fermentation. Et bien sûr, la Guinness a un goût unique en Irlande non seulement pour des raisons nostalgiques, mais parce qu'elle n'est pas pasteurisée.

L'entreprise Guinness a depuis ses débuts contribué à la glorification de son produit, aujourd'hui « monument » national de l'Irlande. Pas toujours évident de faire adopter à un peuple une boisson avec un goût ayant des affinités avec le médicament. Si bien que la publicité des années trente semble avoir exploité ce trait en utilisant les slogans « Guinness is good for you » et « Guinness gives strength ». Ces slogans ont eu un succès massif et encore aujourd'hui on les retrouve honorés dans les pubs.

La Guinness est en Irlande plus qu'une boisson qui procure un plaisir à l'esprit : elle est vénérée. Il n'en tient qu'à vous d'aller dès maintenant humecter vos lèvres de cette bière pour comprendre de quoi il s'agit.

Eh vous !

Saviez-vous qu'il est encore possible de se joindre à la merveilleuse équipe du Daily français?

On a besoin de collaborateurs:

- Journalistes
- Photographes
- Caricaturistes
- Artistes de mise en page
- Motivateurs
- Fermiers
- Martiens révolutionnaires
- Plutoniens réactionnaires

(choisissez vous-même votre catégorie...on a besoin de vous)

Aucune expérience requise

Venez nous voir; prochaine réunion

Mercredi

18h00

Local B-03 du Centre Universitaire

Activités

● Le Groupe de recherche et d'intervention public (GRIP) tiendra une réunion sur la gestion des déchets aujourd'hui à 18h00 au local 107 du pavillon Union. Bienvenue à tous! Pour plus d'informations, appeler au 398-7432.

● L'Université de Montréal organise, en collaboration avec l'UNESCO, un symposium international intitulé « Biotechnologies et environnement : pour un développement durable ». Les conférences se dérouleront du 23 au 26 septembre sur le campus de l'Université de Montréal. Si vous désirez plus de détails, vous pouvez communiquer avec les organisateurs au 343-5873.

● L'Association des gais et lesbiennes de McGill aura une assemblée générale aujourd'hui à 19h00 au local 435 du pavillon Union. Tous les nouveaux membres sont les bienvenus. Possibilité de discussion sur un éventuel changement de nom et planification des activités à venir. Les femmes sont particulièrement incitées à y assister!

● La conférence « La paix mondiale est-elle possible? », présentée par Aziz Yazdi aura lieu aujourd'hui à 12h30 dans la salle 107-108 du pavillon Union. La conférence est commanditée par l'Association pour les études Baha'i. Une discussion suivra. Pour plus de renseignements, appeler le 954-1971.

● Perspective, un magazine trimestriel qui se consacre à des dossiers sociaux, vous invite à venir manger un biscuit avec nous. On a besoin de gens intéressés à écrire, à corriger, ou à aider à la production de la revue. Francophones et anglophones sont les bienvenus. 19h00, jeudi le 26 septembre, au Eaton 501. Informations: Kristin, 398-7432.

● L'Association de comptabilité de McGill présente une journée carrière aujourd'hui à la salle de bal du pavillon Union de 10h00 à 16h00.

Ads may be placed through the Daily business office, Room B-17, Union Building, 9h00-14h00. Deadline is 14h00, two working days prior to publication. McGill Students (with valid ID): \$3.50 per day, 3 or more consecutive days, \$2.50 per day. McGill Employees (with staff card) \$4.50 per day, 3 or more consecutive days, \$3.50 per day. All others: \$5.00 per day, or \$4.00 per day for 3 or more consecutive days. (Prices do not include applicable GST or PST). For more information, please visit our office in person - WE CANNOT TAKE CLASSIFIED ADS OVER THE PHONE. The Daily assumes no financial responsibility for errors, or damage due to errors. Ad will re-appear free of charge upon request if information is incorrect due to our error. The Daily reserves the right not to print any classified ad.

1 - Housing

Sublet, 5 1/2, Atwater above Sherbrooke. Two large bedrooms. Quiet, garden view, parking available, heated, equipped. Available now. Rent negotiable. 485-8489.

SUDDENLY MOVING SALE: Heavy Duty (like new) washer/dryer \$600; mountain bike 24" 18-speed (3 months old) \$150; like new hockey skates 7D \$20; beds, tables, bookshelves, etc. 684-0063.

Room for rent, 3 mins. from McGill, completely furnished. Call 284-1227. Until end of Dec.

Drummond near Dr. Penfield 3 1/2. October, heated, hot water, janitor, elevator 848-0693, 342-0805

2 - Movers/Storage

Moving/Storage. Closed van or truck. Local and long distance. Ott-Tor-Van-NY-Fla. 7 days 24 hours. Cheap. Steve 735-8148

Moving and transportation service available. Competitive rates. Alex 324-3794.

3 - Help Wanted

Video Production Assistants Wanted to work Sunday evenings. Needed are an excellent cameraperson and one video switcher. Excellent pay. 488-7439. **Volunteer Translators Needed!!** Quebec-PIRG needs translators for technical documents on waste management. If you're interested, call Jacqueline 398-7432 or come by our McGill office (3620 University, Eaton Building, Room 505) or our Concordia office (2130 Mackay).

Receptionists. Law firm requires two (2) part-time receptionists. 8:30 am to 1:30 pm. 12:30 pm to 5:30 pm. Bilingual, McGill College and Sherbrooke. Contact Jane Shum 861-2777

Science Major, Bilingual, to lead science club in Brossard (B-section) elementary school. Preferably Wed. 15:50-16:30. \$20-\$30/hour. Mrs. Arnold 462-3046. Also teachers for English and French.

Bartenders - Get yourself a very lucrative part-time job. The Master School of Bartending offers training course and placement service. 2021 Peel St. (Peel Metro) 849-2828. Student Discounts.

5 - Typing Services

Success to all Students. Term papers, resumés, WordPerfect. 22 yrs. experience. \$1.75 double space, 7 days/week. Rapid service. On campus - Peel/Sherbrooke. Paulette Vigneault or Roxane 288-9638 288-0016 **Honest typist** does excellent work on rected paper. \$1.75/page. Call Ann at 488-3749.

6 - Services Offered

Legal problems? The McGill Legal Information Clinic's staff of law students can help you. Call 398-6792 or visit University Centre B-20/B-21 10 am to 5 pm Mon.-Fri.

7 - For Sale

Mac "SE" 2 disk drives, 45Mb Hard disk, \$1400. Nikon F4 new \$2300. Mark 281-5751

EXXA HAS MOVED to 2051 Peel between Sherbrooke and Maisonneuve...great buys...genuine canvas book bags \$19.95, raingear \$25.00, wool socks 2 pairs for \$6.00.

Mathilde B. have you heard that EXXA has moved to 2051 Peel? They have genuine canvas book bags \$19.95, wool socks. Down coats from \$75.00. **IBM PS/2 Model 30, 20MB HD, MCGA Display, two 720K drives, 2400 baud modem, mouse. Includes full array of software.** Call Andrew 398-4108, 989-1499.

11 - Lost & Found

Lost - Hewlett Packard HP-34C scientific calculator (Bronfman?) on Monday Sept. 16; Reward offered. Call 282-1185

12 - Personal

Less than 62 school days until the Christmas break. How excited are you? McGill Nightline wants to know. 398-6246.

13 - Lessons/Courses

Visual Memory Training... Learn the successful new way to study and pass exams!!! Professionally taught. Fifth consecutive year! One day only: Sept. 29th. Jen 933-4759, Ross 695-8235.

14 - Notices

St. Martha's in the Basement is an interdenominational eucharistic worship service. Open format. In place of "sermon" we usually have discussion. Thurs. 7 p.m. United Theological College Basement. 3521 University Street.

SCM stands for Student Christian Movement. SCM is part of an international federation of Christian students involved in the struggle for justice and peace. We are looking to re-establish a group at McGill. Interested? Please leave your name with McGill Chaplaincy (4104) or come in person to the Newman Centre, 3484 Peel.

ARTS COUNCIL MEET SEPT. 24 (TODAY) 6 PM. ARTS RM. 110

Want to make your life different? Maybe help change the world for the better? Through communication and non-violence? Call 842-3081 for info. P.S. not a religion or therapy.

16 - Musicians

ATTENTION ASPIRING NEW ORIGINAL BANDS SEEKING EXPOSURE. "New Music North America" every Wednesday night at Gert's Pub is looking for opening bands for headliners. If interested call 342-4343.

17 - Parking

Parking Space wanted. Near McGill (e.g. Milton-Aylmer) for year. Price to be discussed. Call Michelle Days 737-6966. After 5 pm 735-8716.

L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE DANS LE QUÉBEC DE DEMAIN

COLLOQUE ORGANISÉ PAR
L'INSTITUT QUÉBÉCOIS DES COLLOQUES ÉTUDIANTS (I.Q.C.E.)

L'ASSOCIATION DES ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS DE 2E ET 3E CYCLES DE L'UNIVERSITÉ MCGILL (P.G.S.S.) INVITE TOUT(E)S LES ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS INTERESSÉ(E)S À LA PROBLÉMATIQUE DE L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE À PARTICIPER AU COLLOQUE SUR "L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE DANS LE QUÉBEC DE DEMAIN" QUI AURA LIEU LE 8-9-10 OCTOBRE PROCHAIN À L'HOTEL MÉRIDIEN, À MONTRÉAL. CE COLLOQUE REPRÉSENTE UN ÉVÉNEMENT MAJEUR DANS L'ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE ÉDUCATIVE POUR LES ANNÉES 90.

ÉTANT DONNÉ L'IMPORTANCE DE L'ÉVÉNEMENT, LA PGSS SE CHARGERAIT DES FRAIS D'INSCRIPTION AU COLLOQUE POUR UN MAXIMUM DE 10 ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS (5 + 5) ON ENCOURAGE VIVEMENT TOUTE PERSONNE INTERESSÉE À PARTICIPER AU COLLOQUE DE CONTACTER EUGENIO BOLONGARO, V-P AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES DE LA PGSS, AU 398-3756 POUR OBTENIR LES DÉTAILS DE L'ÉVÉNEMENT.

Carol Kavanagh
Docteur en Optométrie

- Eye examination
- Glasses
- Contact Lenses

1445 rue University
(corner de Maisonneuve)
843-5450

Preferential rates for McGill students and staff.

\$5 OFF Wash, cut, style or other treatments with this coupon and valid student I.D.

Coiffure Uomo Elle et Lui

Centre Eaton de Montreal
Metro Level
705 Ste. Catherine W.
CINQ DOLLARS - FIVE
284-9221
GOOD UNTIL MARCH 31 /92 (excluding Dec.). One coupon per customer

Mas popile yo sel souvren

La masse populaire est seule

Benoît Beauchemin

Fort heureusement, Haïti est de moins en moins le pays des macoutes. L'appui populaire massif dont jouit le nouveau gouvernement du Père Jean-Bertrand Aristide est sans aucun doute un atout essentiel au succès des réformes en cours. Si des éléments réactionnaires de l'ancien régime duvaliériste subsistent toujours, il faut constater que ceux-ci évoluent en périphérie de la société haïtienne.

L'ancienne garde prétorienne des dictateurs Duvalier ne peut faire autrement que de suivre le vaste mouvement réformiste vers une démocratie plus assurée.

Il est estimé que dans la nuit suivant le coup d'Etat raté de Roger Lafontant, le 7 janvier dernier, près de 70 personnes identifiées comme macoutes ont été lynchées par le peuple un peu partout à travers Haïti. Le 29 janvier, Jean-Bertrand Aristide déclarait à la presse française: «Les macoutes peuvent essayer de reprendre le pouvoir par un coup d'Etat. Nous sommes convaincus qu'ils n'y arriveront pas. Désormais le tournant démocratique s'annonce définitif». La stabilité politique des sept derniers mois semble lui donner raison.

L'apprentissage difficile de la démocratie

Le nouveau gouvernement doit faire l'apprentissage du jeu démocratique en développant les bases d'un nouvel état de droit. Cela doit se faire autant dans les institutions gouvernementales et judiciaires que dans la mentalité populaire. En effet, il faut avoir observé, ne serait-ce que brièvement, le fonctionnement du nouveau régime de même que ses relations avec les médias pour saisir qu'il s'agit bel et bien d'un processus d'apprentissage collectif de la démocratie, autant pour les élites que pour le peuple.

Les conflits récents opposant la présidence et l'exécutif du gouvernement et la Chambre des députés à propos de l'interprétation de certaines dispositions de la constitution de 1987 (d'ailleurs fort complexe) démontre la difficulté de diriger un nouvel État de droit. Les grands médias d'information remplissent un rôle d'agent d'éducation auprès du grand public. Ainsi, à l'occasion du journal télédiffusé, la parole est donnée à un député ou sénateur qui explique aux gens de manière systématique la résolution d'un problème d'actualité précis dans les rouages d'un système démocratique.

Il est en effet rare de voir, dans

nos démocraties, le premier ministre expliquant en détails aux téléspectateurs le rôle de l'exécutif, du législatif et le fonctionnement fondamental du système judiciaire. Également rarissime dans nos sociétés est de voir un journaliste ou un député écrire dans un journal, expliquant la philosophie sous-tendant la démocratie participative et la souveraineté représentative. En Haïti, certains diront que la télévision et les médias écrits, plus que des instruments de formation politique, se transforment parfois en outils de propagande. Chose certaine, la liberté d'expression y est maintenant totale.

Les difficultés du début

M. Dully Brutus, député du Groupe socialiste démocratique (GSD) qui fut élu Président de la Chambre des députés en août dernier, résume bien le genre de problèmes rencontrés par un premier gouvernement démocratique: «Dans les démocraties bien établies, à chaque renouvellement de la chambre, les nouveaux élus viennent retrouver des anciens doués d'une longue expérience. Dans notre cas, tout le monde était nouveau. Pourtant tout était difficile et ce manque d'expérience se ressent encore lorsque nous sommes en session plénière.»

L'expansion de l'appareil de l'État, inévitable conséquence de l'instauration des institutions démocratiques, cause également un



Sénat!

A cela il faut ajouter l'implantation faible des nouveaux partis politiques (douze au total) auprès des masses populaires ainsi

groupes politiques soient actuellement représentés au Palais législatif à Port-au-Prince.

Loin de la dictature, la société haïtienne a vu proliférer toutes les

des Démocrates nationalistes qui regroupe environ dix députés.

Des débats structurant pour la société haïtienne

La difficulté d'arriver à des consensus viables se manifeste à l'occasion de débats sur des questions fondamentales. Le mois dernier, il s'agissait d'une décision pour hausser le salaire minimum. La loi à cet effet prévoit que le salaire minimum est porté à 26 gourdes (\$5,20 can) à Port-au-Prince et à 20 gourdes (\$4,00 can) pour le reste du pays. La stratégie invoquée pour justifier ce qui apparaît aux yeux de plusieurs comme une injustice, en est une qui vise à encourager l'investissement à l'extérieur de Port-au-Prince.

Au-delà des conséquences catastrophiques appréhendées suite à cette loi (à laquelle Aristide a d'ailleurs apposé son veto), il importe de reconnaître que c'est ce genre de débat, bien que s'effectuant de manière passionnée et quelque peu chaotique, qui permet progressivement aux acteurs sociaux et politiques de la société haïtienne de structurer davantage leurs discours respectifs en vue des grands débats à venir. Les Haïtiens ont enfin la parole et la rage de s'en servir.

Cela doit se faire autant dans les institutions gouvernementales et judiciaires que dans la mentalité populaire. En effet, il faut avoir observé, ne serait-ce que brièvement, le fonctionnement du nouveau régime de même que ses relations avec les médias pour saisir qu'il s'agit d'un processus d'apprentissage collectif, autant pour les élites que pour le peuple.

certain nombre de problèmes logistiques. Le plus important étant celui du manque de locaux pour loger les nouveaux fonctionnaires et les commissions parlementaires qui n'existaient pas auparavant. C'est ainsi que l'on a dû fermer l'office de tourisme situé en face du Palais législatif pour y loger le nouveau

qu'encourager une participation active et pacifique au sein de ces nouvelles organisations. À ce qui concerne le fonctionnement interne, il importe d'éviter le choc des tendances politiques au sein de l'Assemblée législative. Aussi a-t-il fallu procéder à la formation d'alliances, de sorte que les quatre

tendances politiques et idéologiques aujourd'hui représentées en son Parlement. Il s'agit du BN-FNCD (Bloc politique-Front National pour le changement et la démocratie) avec trente-six députés, le groupe socialiste-démocratique avec vingt députés, des Libéraux-Progressistes avec onze députés et du Corps